

Lettre ouverte du député fédéral Daniel Senesael au Premier Ministre Michel

Monsieur le Premier Ministre,

Le 14 octobre prochain, il y aura deux ans que votre gouvernement a reçu la confiance des parlementaires de la majorité. A l'époque, alors que je débutais ma première expérience en tant que député fédéral de l'opposition après dix ans comme député wallon au sein de la majorité, mes craintes quant aux mesures que votre coalition des droites allait probablement adopter au cours de cette législature étaient, je dois bien l'avouer, assez élevées. Afin de vous porter au pouvoir, vous vous êtes en effet allié avec les nationalistes en ayant la certitude que ce gouvernement ne se concentrerait que sur le socio-économique. De ce point de vue, on ne peut vous donner tout à fait tort même si chaque décision prise au niveau fédéral a de près ou de loin des implications communautaires, et davantage encore lorsque la N-VA, le loup transformé en agneau le temps d'une législature, est placée par votre grâce aux commandes de l'Etat. Les récentes sorties médiatiques matamoresques du bourgmestre d'Anvers nous l'ont encore prouvé.

Là où le bas blesse, c'est que ces mesures ont eu pour effet de saper copieusement et à des degrés divers le pouvoir d'achat de la grande majorité de nos concitoyens hormis la frange la plus nantie ce qui, et je ne peux que le regretter, a confirmé mes craintes à bien des égards.

Il y a de cela deux ans, vous aviez enfumé les électeurs en leur disant – faisant fi des prévisions de diverses études indépendantes réalisées sur base de vos propositions – que votre fameux Tax-shift, une véritable « révolution », allait permettre de rendre l'emploi plus attrayant, en diminuant les coûts sur le travail, le tout sans toucher au portefeuille des concitoyens. Telle était la promesse que vous annonciez fièrement et sans sourciller, alors que vous postuliez au poste de Premier Ministre. Or, force est de constater qu'à presque mi-mandat, ce virage fiscal n'aura contribué qu'à faire de beaux cadeaux fiscaux aux patrons sans création d'emploi majeure. « Jobs, jobs, jobs », tel est le slogan que vous marteliez à la tribune du parlement l'an dernier. « Licenciements, licenciements, licenciements », voilà ce que je suis tenté de vous répondre alors que nous voici dans une situation où jamais le nombre de licenciements collectifs recensés n'a été aussi important ! Et ce ne sont pas les 12.000 travailleurs concernés de cette litanie d'entreprises que sont Caterpillar, IBM, Axa, Douwe Egbert, MS Mode, CP Bourg, Halliburton, Makro, Dow Corning, Doosan, SAS Automotive, Truvo ou encore ING et à présent Crelan qui me contrediront.

Ce qui me désole le plus, c'est que l'effet principal de votre « Tax-shift » a été de creuser encore et toujours le fossé entre riche et pauvres, lequel, vous ne pouvez le nier contribue à une dualisation indécente. En effet, pour le financer, vous n'avez eu de cesse de ponctionner le portefeuille des citoyens, et par là j'entends bien entendu ceux de la classe moyenne et moyenne inférieure. C'est ainsi que vous et votre gouvernement avez trompé les électeurs

en portant atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs, pensionnés et allocataires sociaux par le saut d'index et l'augmentation de diverses taxes que ce soit sur l'électricité ou le diesel pour ne citer que celles là. Vous n'avez eu de cesse de vous attaquer à la Sécurité sociale et de fait aux citoyens en reculant contre toute attente l'âge légal de la pension à 67 ans ou en restreignant l'accès aux allocations d'insertion, reniant par ces dispositions bon nombre de vos promesses électorales.

Mais le catalogue des mesures injustes ne s'arrête pas là ! C'est ainsi que vous vous êtes par ailleurs attaqués aux soins de santé en effectuant des économies sur le dos des patients en augmentant le ticket modérateur chez certains médecins spécialistes, en réduisant la durée d'hospitalisation suite à un accouchement, en diminuant de manière drastique la norme de croissance des soins de santé avec pour conséquence de mettre en péril nos soins de santé et créer une médecine à deux vitesses.

Aucun secteur n'aura été épargné par votre série de coupes aveugles en témoigne le catalogue des mesures incongrues prises dans les services publics, dans la justice, dans la lutte contre la pauvreté, dans la politique scientifique, dans la culture, dans la mobilité,... sans compter la mise à mal de la concertation sociale véritable pilier de notre système. Décidément, rien n'aura résisté à l'assaut et au diktat de votre allié la NVA.

Et tout cela pour quel résultat ?? Un trou, que dis-je, un gouffre, un abîme de 4,2 milliards d'euros à combler pour cet exercice budgétaire et qui se fera une fois de plus, je le crains, sur le dos de nos concitoyens, non pas les plus riches, non pas les plus nantis non pas les 10% qui détiennent la moitié des richesses mais bien les 90 % restant. Au vu d'un tel bilan on serait en droit d'attendre un peu d'humilité de votre part mais non, ce gouvernement persiste et signe dans sa volonté d'offrir aux nantis des cadeaux fiscaux au détriment du reste de la population en affirmant que nous allons dans la bonne direction. Permettez-moi d'en douter ! Je suis d'ailleurs convaincu que des solutions plus justes sont possibles et doivent être mises en œuvre !

Plutôt que de pénaliser les malades, les pensionnés, les travailleurs pour tenter de combler les manquements de votre budget ; plutôt que de presser encore et toujours les citoyens-citrons par vos sauts d'index et augmentation de taxes ; plutôt que vos attaques répétées sur notre système de sécurité sociale, ciment de notre pays et modèle de solidarité ; plutôt que de contribuer à l'augmentation des inégalités ; plutôt que vos cadeaux fiscaux aux multinationales qui détruisent l'emploi et contribuent à augmenter le taux de chômage au sein de notre pays ; plutôt que l'application d'une austérité aveugle et destructrice, je vous invite à faire preuve de davantage d'ambition et de volontarisme.

Pourquoi ne pas prendre l'argent là où il se trouve chez vos amis les millionnaires par la création d'une taxe sur les grandes fortunes ? Pourquoi ne pas accentuer réellement la

chasse à la fraude fiscale qui pourrait rapporter des milliards comme l'ont démontré les multiples scandales tels que le Lux Leaks, les Panama Papers et plus récemment le Bahamas Leaks ? Pourquoi ne pas se pencher sur la réduction du temps de travail sans perte de salaire pour le travailleur et avec embauche compensatoire qui contribuerait à réduire le chômage et renflouer de la sorte les caisses de la Sécurité sociale ? Pourquoi ne pas forcer les multinationales qui font des millions voire des milliards d'euros de bénéfice à apporter leur juste contribution en payant la totalité de leurs impôts comme on l'exige de chaque citoyen ? Pourquoi ne pas proposer un plan national d'investissement ambitieux et créateur d'emploi ?

Monsieur le Premier Ministre,

Lorsque l'on atteint deux ans d'âge, il est de bon ton de nous voir souhaité des bons vœux d'anniversaire. Toutefois, après vos deux années à la manœuvre et au risque de venir jouer les troubles fêtes, je dis STOP, STOP, STOP ! ON EN A MARRE !!!

Comment s'associer à cet anniversaire lorsque votre gouvernement, par ses mesures, jette la jeunesse dans les bras de la précarité, du chômage de masse, de la violence sociale ?

Comment s'associer à cet anniversaire lorsque votre gouvernement, par son saut d'index, ses augmentations de taxes, a porté atteinte au pouvoir d'achat des travailleurs, pensionnés et autres allocataires sociaux sans contrepartie ?

Comment s'associer à cet anniversaire lorsque votre gouvernement, par ses atteintes répétées aux soins de santé, met en péril notre système et crée une médecine à deux vitesses ?

Vous comprendrez aisément qu'il ne m'est évidemment pas possible de souhaiter quoique ce soit à ce gouvernement, si ce n'est de se ressaisir et d'arrêter de se bercer dans ses illusions. C'est pourquoi, en trois mots comme en cent, après deux ans de calamité sociale, je vous le répète haut et fort, le gouvernement Michel : « Y'en a marre » !

Daniel Senesael
Député Fédéral PS